

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

MINISTRE DU DEVELOPPEMENT RURAL COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE

Secrétariat Général

RAPPORT DE LA VINGT-ET-TROISIÈME REVUE DES PROJETS ET PROGRAMMES DU SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL



CPS/SDR avec l'appui financier du PDAZAM

JUIN 2023

Sommaire

Sommaire	1
Liste des tableaux.....	2
Liste des graphiques.....	2
Liste des sigles et abréviations	3
Introduction.....	4
1. Contexte.....	4
2. Méthodologie :.....	5
3. Etat d'exécution des projets et programmes au 31/12/2022.....	6
4. Décaissements selon les composantes du PNISA	7
5. Répartition du financement selon le budget programme.....	11
6. Répartition du décaissement 2022 suivant le Partenaire Technique et Financier	12
7. Contraintes et propositions de solutions.....	15
7.1. Contraintes	15
7.2. Propositions de solutions	16
8. Annexe : Liste des projets et programmes du SDR.....	17

Liste des tableaux

Tableau 1: La situation des financements et décaissements réalisés au cours de l'année 2022 (FCFA)	6
Tableau 2: Evolution du taux de décaissement de 2019 à 2022 SDR Global.	7
Tableau 3: Décaissements de 2022 selon les composantes du PNISA (en FCFA).	8
Tableau 4: Décaissements de 2022 selon la composante renforcement de capacités.	8
Tableau 5: Décaissements de 2022 selon la composante Investissement.	9
Tableau 6: Décaissements de 2022 selon la composante Production et Compétitivité.	10
Tableau 7; Décaissements de 2022 selon la composante Recherche Formation.	10
Tableau 8: Décaissements de 2022 selon la composante Sécurité Alimentaire.	11
Tableau 9: Répartition du financement 2022 suivant le budget- programmes (FCFA).	11
Tableau 10: Répartition des décaissements 2022 selon la source de financement.	12
Tableau 11: Situation de financement par type de projets.....	14

Liste des graphiques

Graphique 1: Part des composantes du PNISA dans le décaissement global (%).	7
Graphique 2: Répartition du décaissement global 2022 du SDR par source de financement.	13
Graphique 3: Taux de décaissement 2022 des bailleurs extérieurs.	14

Liste des sigles et abréviations

AFD	agence française de développement
BAD	banque africaine de développement
BIDC	banque d'investissement et développement de la CEDEAO
BOAD	banque ouest africaine de développement
BSI	budget spécial d'investissement
CPS/SDR	cellule de planification et de statistique secteur développement rural
CREDD	cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable
CSA	commissariat à la sécurité alimentaire
DNA	direction nationale de l'agriculture
DNGR	direction nationale du génie rural
DNP	direction nationale de la pêche
DNPIA	direction nationale des productions et industries animales
FCFA	franc de la communauté financière africaine
FIDA	fonds international de développement agricole
FSD	fonds saoudien pour le développement
LOA	Loi d'Orientation Agricole
P/P	projets et programmes
PNISA	plan national d'investissements du secteur agricole
SDR	secteur développement rural
UEMOA	union économique et monétaire ouest africains

Introduction

Le présent rapport porte sur les principaux résultats issus de la 23^{ième} revue des projets/programmes du secteur Développement Rural couvrant l'année 2022 (du 1^{er} janvier au 31 décembre).

La production du rapport s'inscrit dans le cadre des missions régaliennes de la CPS/SDR. Le rapport vise à informer les décideurs et les responsables du département de la situation d'exécution physique et financière des différents projets et programmes.

Le rapport est structuré en quatre parties :

- Le contexte ;
- La méthodologie ;
- L'état d'exécution du portefeuille des Projets/Programmes au 31/12/2022 ;
- Les difficultés/contraintes de mise en œuvre des projets et programmes et les propositions de solutions ;

I. Contexte

Le Ministre de l'Economie et des Finances Par lettre circulaire n°00805 MEF-SG du 08 Mars 2023 relative à la préparation et à la tenue des revues de budgets-programmes des revues de Projets/Programmes des revues sectorielles de la revue CREDD et de la revue budgétaire conjointe pour l'année 2022 a rappelé à chaque département ministériel la nécessité de préparer et de tenir les différentes revues. Cette lettre, accompagnée d'une note méthodologique précise le chronogramme de chaque revue et son harmonisation avec la revue du CREDD et la revue budgétaire conjointe pour l'année 2022.

L'analyse du Secteur Développement Rural révèle que d'importants efforts ont été fournis à travers l'adoption en Septembre 2006 de la Loi d'Orientation Agricole (LOA) dont les instruments de mise en œuvre sont entre autres :

- la Politique de Développement Agricole (PDA), adoptée par le Gouvernement lors du Conseil des Ministres du 1^{er} Août 2013 ;
- le Plan National d'Investissement dans le Secteur Agricole (PNISA) validé le 25 mai 2015 par le Conseil Supérieur de l'Agriculture ;
- le financement adéquat du secteur de l'agriculture à hauteur de 15% du budget national ;
- la préparation en cours d'une loi de programmation des investissements dans le secteur Agricole pour la période 2023-2032.

Compte tenu des enjeux et face à l'ampleur des investissements consentis, le suivi des projets et programmes s'avère indispensable afin de s'assurer de leur mise en œuvre efficace et efficiente afin d'apporter éventuellement les mesures correctives nécessaires.

Il convient de rappeler que le suivi opérationnel et quotidien est du ressort des unités de gestion des projets et programmes. Des supervisions et évaluations périodiques sont effectuées par les services centraux assurant leur tutelle, ainsi que les Partenaires Techniques et Financiers (PTF). Toutefois, les informations collectées ne parviennent pas à temps aux

décideurs, limitant ainsi leurs capacités d'anticipation par rapport aux solutions à apporter aux difficultés liées à l'exécution normale des projets et programmes. Cette situation ne conforte ni les bénéficiaires, ni les départements concernés et encore moins les partenaires au développement.

Dans l'objectif de pallier cette insuffisance, il a été créé, en février 2007, onze (11) Cellules de Planification et de Statistique (CPS) sectorielles, disposant en leur sein d'une Unité de Programmation et de Suivi Evaluation (UPSE) dont une des missions est d'élaborer un rapport annuel d'exécution des projets et programmes du secteur concerné.

La CPS en charge du Secteur du Développement Rural (CPS/SDR), couvre le ministère du Développement Rural et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Quatre (4) sous-secteurs sont concernés : agriculture ; élevage ; pêche et sécurité alimentaire.

La 22^{ème} revue des projets et programmes du Secteur Développement Rural a été organisée par la CPS/SDR, avec la participation des représentants des structures techniques suivantes :

- la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) ;
- la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA) ;
- la Direction Nationale du Génie Rural (DNGR) ;
- la Direction Nationale de la Pêche (DNP) ;
- la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) ;
- la Direction Nationale des Services Vétérinaires ;
- le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA).

Il s'agissait donc de procéder à une analyse critique de l'état d'exécution physique et financière desdits projets et programmes, d'identifier les principales contraintes qui entravent leur mise en œuvre et de proposer les mesures et solutions nécessaires à l'amélioration de leur performance.

2. Méthodologie :

La méthodologie adoptée s'articule autour des étapes ci-après :

- i) la révision des outils de collecte pour prendre en compte les insuffisances et les recommandations des revues précédentes et intégrer les nouveaux besoins d'informations.
- ii) la formation et le recyclage des représentants des services techniques chargés de la collecte des données sur le nouveau format Excel des outils de collecte;
- iii) l'organisation des missions de terrain en vue de collecter les données auprès des responsables des projets (CPS/SDR, Direction Nationale de la Planification du Développement, Directions centrales du Ministère de l'Agriculture de l'élevage et de la pêche et Commissariat à la Sécurité alimentaire). Le mandat des équipes portait sur le remplissage du nouveau canevas, la collecte et l'analyse des données, en collaboration avec les acteurs de terrain ;
- iv) l'actualisation du répertoire des Projets et Programmes ;
- v) la rédaction du rapport par les cadres de la CPS/SDR ;
- vi) la validation du rapport de la revue par l'ensemble des acteurs du SDR.

3. Etat d'exécution des projets et programmes au 31/12/2022

Au 31 décembre 2022, le portefeuille du SDR comportait 80 projets et programmes dont 28 exclusivement financés par l'Etat (projets de souveraineté), 32 projets mixtes, 11 exclusivement financés par les partenaires extérieurs et 9 nouveaux projets sans financement.

Répartition des financements acquis du portefeuille du SDR

L'objectif de cette section est d'analyser les financements acquis du secteur sous différents aspects afin d'offrir des éléments d'orientation aux décideurs et ainsi opérer des choix importants dans le cadre du renforcement et de la diversification des sources de financement du portefeuille.

Tableau I : La situation des financements et décaissements réalisés au cours de l'année 2022 (FCFA)

Sous-secteur	Source de Financement	Acquis annuel 2022	Décaissement annuel 2022	Taux de décaissement
Agriculture	Extérieur	36 747 378 131	28 554 145 532	78%
	Intérieur	31 700 080 698	18 705 402 587	59%
Sous total Agriculture		68 447 458 829	47 259 548 119	69%
Elevage	Extérieur	17 948 942 276	11 194 202 521	62%
	Intérieur	1 934 526 456	345 523 644	18%
Sous total Elevage		19 883 468 732	11 539 726 165	58%
Pêche	Extérieur	2 329 524 888	1 661 833 764	71%
	Intérieur	158 565 126	58 520 246	37%
Sous total Pêche		2 488 090 014	1 720 354 010	69%
SA	Extérieur	7 429 682 499	2 733 703 012	37%
	Intérieur	209 120 630	19 000 000	9%
Sous total sécurité alimentaire		7 638 803 129	2 752 703 012	36%
Total général 2022		98 457 820 704	63 272 331 306	64%
Rappel décaissement 2021		101 981 899 728	66 632 182 458	65%

Source : données P/P, 2022

NB : le financement intérieur est composé du Budget Spécial d'Investissement (BSI), des fonds propres et des fonds des collectivités.

Le tableau n°1 présente la situation des financements accordés aux projets en 2022. On constate que sur 98,458 milliards prévus, 63 milliards ont pu être décaissés, soit 64%. Les projets du sous-secteur de l'agriculture ont décaissé plus de 47 milliards, contre 11,5 milliards pour les projets de l'élevage, les projets de pêche ont mobilisé 1,7 milliards et enfin les projets de sécurité alimentaire ont mobilisé 2,75 milliards pour essentiellement les distributions de

vivres.

En 2022, les sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche ont enregistré le plus fort taux de mobilisation avec 69% des prévisions et le sous-secteur de la sécurité alimentaire a enregistré le plus faible taux de décaissement soit 36% des montants prévus.

Tableau 2: Evolution du taux de décaissement de 2019 à 2022 SDR Global.

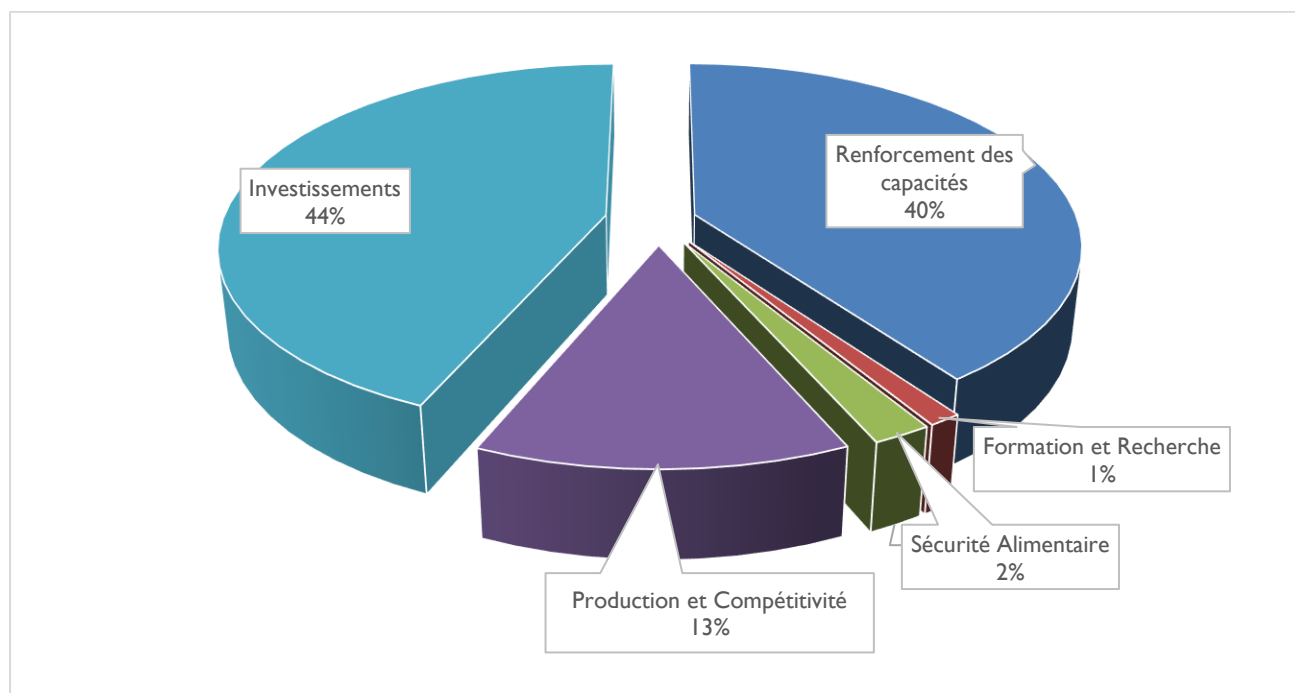
Taux de décaissement	2020	2021	2022
Taux de décaissement Global Intérieur	83%	78%	56%
Taux de décaissement Global Extérieur	58%	62%	68%
Taux de décaissement Global SDR	64%	65%	64%

Source : données P/P, 2022

Le tableau n°2 présente l'évolution des taux de décaissement de 2020 à 2022. On constate que le décaissement varie selon les années. Globalement les taux oscillent entre 56 et 80% pour le budget d'Etat, et entre 58 et 68% pour le financement extérieur. Le taux de mobilisation du BSI a été faible en 2022 (56%) contrairement aux deux précédentes années compte tenue des diffuées que connaît le pays. Par contre, les taux de décaissements extérieurs ont connu une hausse sur la période 2020 à 2022 due à la levée de la suspension de certains bailleurs.

4. Décaissements selon les composantes du PNISA

Graphique I: Part des composantes du PNISA dans le décaissement global (%).



Dans le cadre de la mise en œuvre du PNISA, comme illustré dans le graphique 1 et le tableau 3, les décaissements ont été destinés en majeure partie à la composante Investissements (27,587 milliards soit 43% du volume global des décaissements de l'année) ; aux renforcements de capacités (40%). La composante Production et compétitivité a bénéficié de 13% des décaissements de l'année. Ceci démontre qu'il y a encore des efforts à faire pour développer les activités post récolte (transformation, conservation, compétitivité etc.) pour rendre le secteur plus compétitif. Seulement 1% du décaissement de l'année a été consacré à la composante Formation et Recherche. Pour la composante sécurité alimentaire, les décaissements (2%) sont destinés essentiellement aux mesures d'accompagnement du Plan National de Sécurité Alimentaire et aux transferts monétaires.

Tableau 3: Décaissements de 2022 selon les composantes du PNISA (en FCFA).

Composantes du PNISA	Budget prévu	Montant décaissé	Taux de décaissement	Part des composantes dans le décaissement global
Renforcement de capacités	34 254 426 383	25 366 550 333	74,05%	40,09%
Investissement	47 439 209 678	27 587 003 030	58,15%	43,60%
Production et Compétitivité	13 518 439 536	8 258 366 435	61,09%	13,05%
Formation et Recherche	1 111 767 609	741 162 433	66,67%	1,17%
Sécurité alimentaire	2 133 977 498	1 319 249 075	61,82%	2,09%
TOTAL GENERAL	98 457 820 704	63 272 331 306	64,26%	100,00%

Source : données P/P, 2022.

4.1. Composante I : Renforcement de capacités

L'objectif visé à travers cette composante est d'avoir des acteurs professionnels disposant de ressources humaines, matérielles et financières leur permettant d'entreprendre de manière efficiente leurs activités. Cette composante est sous-tendue par huit sous-composantes. Les projets ont mené des actions l'ensemble des sous composantes.

Tableau 4: Décaissements de 2022 selon la composante renforcement de capacités.

Sous composantes	Budget prévu en 2022	Montant décaissé en 2022	Taux de décaissement	Part des Sous composantes
Genre et Développement	403397757	334302779	83%	1,32%
Information, communication et documentation	317881761	250788161	79%	0,99%
Planification et Suivi évaluation	4468836319	2411891084	54%	9,51%
Renforcement des capacités de la profession Agricole (cf LOA)	7977654078	6880400776	86%	27,12%
Renforcement des capacités des collectivités territoriales	429153701	396275615	92%	1,56%
Renforcement des capacités des structures étatiques (publiques et parapubliques)	18013271491	12480785442	69%	49,20%
Renforcement des capacités du secteur privé et de la société civile	2639231276	2609106476	99%	10,29%
VIH et SIDA	5000000	3000000	60%	0,01%
Total Composante I	34 254 426 383	25 366 550 333	74%	100,00%

Source : données P/P, 2022

4.2. Composante 2 : Investissement

L'objectif visé par cette composante est de moderniser le monde Agricole et rural par la mobilisation massive d'investissements dans les facteurs fondamentaux de production (foncier, financement, aménagements, équipements). Elle est structurée autour des cinq sous-composantes. Le tableau 5 illustre la contribution des projets sur les 5 sous composantes de l'investissement.

Tableau 5: Décaissements de 2022 selon la composante Investissement.

Sous composantes	Budget prévu en 2022	Montant décaissé en 2022	Taux de décaissement	Part des Sous composantes dans la composante
Aménagement des ressources naturelles, halieutiques, aquacoles et préservation de la biodiversité	462 317 176,00	294 888 196,00	64%	1,07%
Aménagements et infrastructures Agricoles	45 609 309 907,02	26 302 874 317,00	58%	95,35%
Equipements Agricoles	188 469 658,00	188 469 658,00	100%	0,68%
Foncier Agricole	1 114 112 937,00	735 770 859,00	66%	2,67%
Mécanisme de financement du secteur	65 000 000,00	65 000 000,00	100%	0,24%
Total Composante 2	47 439 209 678	27 587 003 030	58%	100,00%

Source : données P/P, 2022

4.3. Composante 3 : Production et Compétitivité

Il s'agit essentiellement d'augmenter les niveaux de production et améliorer les rendements des filières de productions végétales. Le tableau 6 montre que le développement des filières animales occupe la plus grande part avec 48%, contre 30% pour les filières de productions végétales suivi de 16,50% pour l'adaptation aux changements climatiques et 4,74% pour les filières de développement de la pêche et de d'aquaculture.

Tableau 6: Décaissements de 2022 selon la composante Production et Compétitivité.

Sous composantes	Budget prévu en 2022	Montant décaissé en 2022	Taux de décaissement	Part des Sous composantes dans sa composante
Adaptation aux changements climatiques	4390849816	1362367515	31,03%	16,50%
Développement des filières de productions végétales	2631121929	2537439904	96,44%	30,73%
Développement filières de la Pêche et d'aquaculture	535742946	391424230	73,06%	4,74%
Développement filières de l'environnement et de l'assainissement	87847800	0	0,00%	0,00%
Développement filières de productions animales	5872877045	3967134786	67,55%	48,04%
Total I Composante 3	13 518 439 536	8 258 366 435	61,09%	100,00%

Source : données P/P, 2022.

4.4. Composante 4 : Formation et Recherche

L'objectif de cette composante est de mettre à la disposition du secteur productif Agricole les techniques innovantes permettant de satisfaire les objectifs de production, de productivité et de gestion durable de l'environnement, consignés dans la Politique de Développement Agricole. Le tableau 7 montre que la recherche a occupé 16% des financement de la composante contre 84% pour la formation. Il faut rappeler que la composante recherche formation ne bénéficie que de 1% du décaissement global du secteur en 2022.

Tableau 7; Décaissements de 2022 selon la composante Recherche Formation.

Sous composantes	Budget prévu en 2022	Montant décaissé en 2022	Taux de décaissement	Part des Sous composantes dans sa composante
Formation	939 656 057	624 805 285	66%	84%
Recherche	172 111 552	116 357 148	68%	16%
Total Composante 4	1 111 767 609	741 162 433	67%	100%

Source : données P/P, 2022

4.5. Sécurité alimentaire

L'objectif de la composante sécurité alimentaire est d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans ses aspects conjoncturels de l'ensemble des populations du Mali à l'horizon 2025 et contribuer à celle de la sous-région. C'est pour cela que l'analyse du tableau 8 montre que 25% des financements de cette composante sont alloués à la prévention et gestion des crises alimentaires. En 2022, 73% des décaissements ont été destinés aux élaborations de politique et des stratégies et la coordination du système national de Sécurité Alimentaire.

Tableau 8: Décaissements de 2022 selon la composante Sécurité Alimentaire.

Sous composantes	Budget prévu en 2022	Montant décaissé en 2022	Taux de décaissement	Part des Sous composantes dans sa composante
Elaboration de la politique et des stratégies et coordination du système national de Sécurité Alimentaire	1227097360	968943178	79%	73,4%
Prévention et gestion des crises alimentaires	890377795	333803554	37%	25,3%
Renforcement des capacités techniques et de gestion des acteurs	16502343	16502343	100%	1,3%
Total Composante 5	2 133 977 498	1 319 249 075	62%	100%

Source : données P/P, 2022.

5. Répartition du financement selon le budget programme

En 2009, dans un contexte de crise financière à l'échelle mondiale, le besoin de renforcement de l'intégration régionale s'est fait ressentir davantage en Afrique de l'Ouest. Ainsi, entre autres solutions, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a décidé d'adopter de nouvelles directives qui hissent les méthodes de gestion des finances publiques de l'Union aux standards internationaux. Ainsi, les pays de l'UEMOA ont adopté en 2009 plusieurs directives, dont une, portant sur un nouveau cadre harmonisé de gestion des finances publiques. La Directiven°06/2009/CM/UEMOA impose le passage d'un budget de moyens à un budget de résultats au 1er janvier 2017 avec un délai supplémentaire de deux (2) ans maxima.

A cet effet, le Mali a entamé le processus et exécute la Loi des finances 2018 en mode programme conformément à la Loi n°2013-028 du 11 juillet 2013, relatives aux Lois des finances, aux décrets n°2014-0349/P-RM du 22 mai 2014 portant Règlement général sur la Comptabilité publique et n°2017-0697/P-RM du 14 août 2017 et portant organisation de la gestion budgétaire en mode budget-programmes.

Faisant suite à la directive n°01/2009/CM/UEMOA portant code de transparence dans la gestion des finances publiques au sein de l'UEMOA, le Ministre de l'Economie et des Finances a partagé dans la lettre circulaire n°056 MEF-SG portant sur les innovations de l'exécution du budget d'Etat à partir de 2018.

Cette lettre circulaire indique que l'exercice budgétaire 2018 et suivants seront marqués par l'exécution de la loi des finances en mode programme.

Nous analysons dans la partie qui suit, la répartition du financement suivant les différents programmes du SDR.

Tableau 9: Répartition du financement 2022 suivant le budget- programmes (FCFA).

Programmes	Budget prévu	Montant décaissé	Taux de décaissement	Part des programmes
------------	--------------	------------------	----------------------	---------------------

1034 : Administration Générale agriculture	16 029 829 089	13 896 100 596	86,69%	21,96%
1037 : Administration Générale élevage et pêche	5 484 501 400	2 710 761 645	49,43%	4,28%
2087 : Appui au Monde Rural	563 411 806	503 042 958	89,29%	0,80%
2088 : Aménagement et Equipement Rural	55 758 867 894	36 789 054 525	65,98%	58,14%
2089 : Recherche et Formation	760 166 976	736 166 976	96,84%	1,16%
2090 : Développement des Productions et Industries Animales	11 413 975 848	4 845 572 216	42,45%	7,66%
2091 : Développement des Productions Halieutiques et Aquacoles	2 488 090 014	1 720 354 010	69,14%	2,72%
2092 : Protection Sanitaire et Santé Publique Vétérinaire	150 000 000	14 870 192	9,91%	0,02%
2093 : Sécurité Alimentaire	5 808 977 677	2 056 408 188	35,40%	3,25%
Total général	98 457 820 704	63 272 331 306	64,26%	100,00%

Source : données P/P, 2022.

Commentaires :

Le tableau n°9 présente la répartition du financement suivant les programmes.

Le commissariat à la sécurité alimentaire exécute le programme (**2093 : Sécurité Alimentaire**) dont il tire son nom et la totalité des décaissements y sont alloués. Son poids est de 3,25% du décaissement global 2022 du SDR.

La plus grande partie du financement est destinée au programme Aménagement et Equipement Rural (58%), suivis de l'Administration Générale de l'agriculture (21,96%), du programme de Développement des Productions et Industries Animales (7,66%). Le programme Protection sanitaire et santé publique vétérinaire ne bénéficie que de 0,4%.

6. Répartition du décaissement 2022 suivant le Partenaire Technique et Financier

En 2022, le secteur développement rural a été financé par les partenaires extérieurs à hauteur de 43 milliards de FCFA soient 70%.

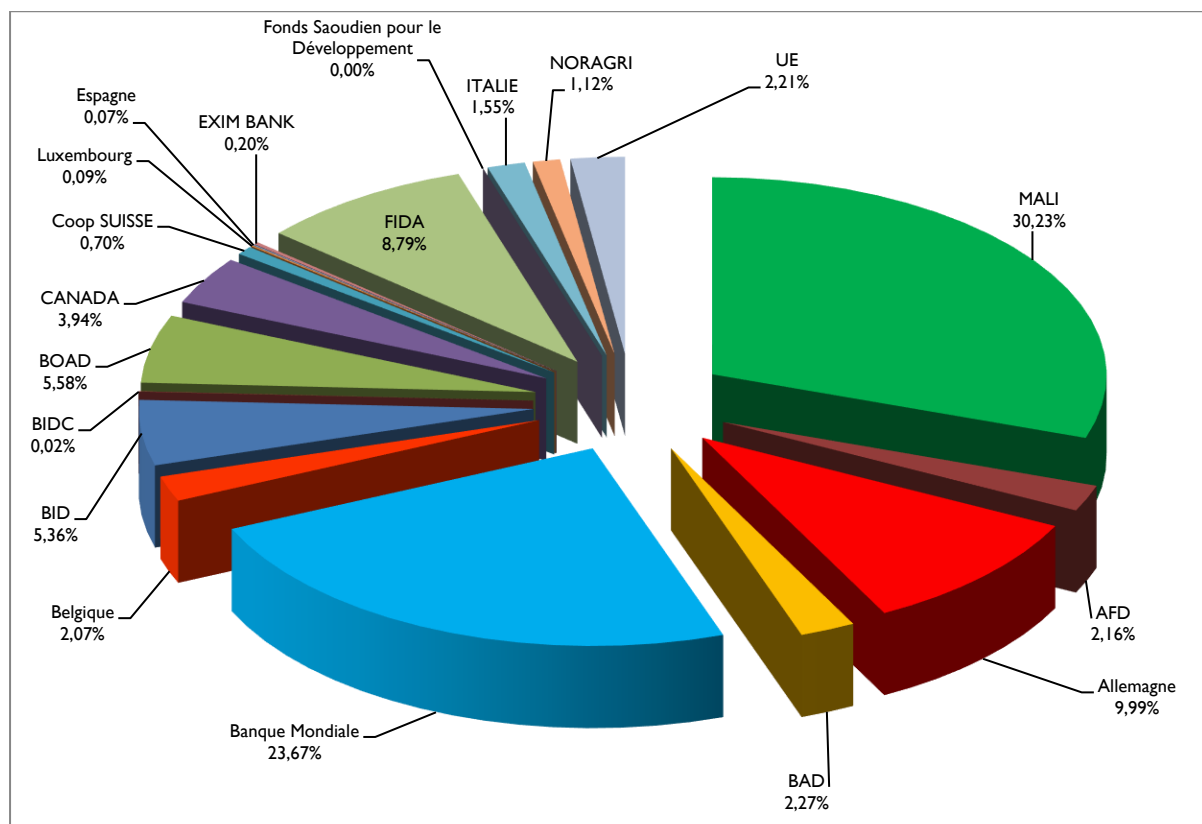
Tableau 10: Répartition des décaissements 2022 selon la source de financement.

Types de financement	Décaissement annuel	Part dans le décaissement
Intérieur	19 128 446 477	30%
Extérieur	44 143 884 829	70%
Total général	63 272 331 306	100%

Source : données P/P, 2022

Le tableau 10 et le graphique 2 donnent la répartition du décaissement selon la source, On constate qu'en 2022, les projets ont été financés en grande partie par les partenaires techniques et financiers, soit 70% du décaissement global, le financement intérieur a été de 30%.

Graphique 2: Répartition du décaissement global 2022 du SDR par source de financement.



Source : données PIP, 2022

Le graphique 2 donne la répartition du financement du secteur développement rural. On note que l'Etat est le premier donateur avec plus de 19 milliards de FCFA soit 30,23% du financement total. Pour les partenaires extérieurs la Banque Mondiale à travers ses différents guichets arrive en tête avec 23,67% du financement global. Elle est suivie par l'Allemagne et la BOAD avec respectivement 9,99 et 5,58% chacune.

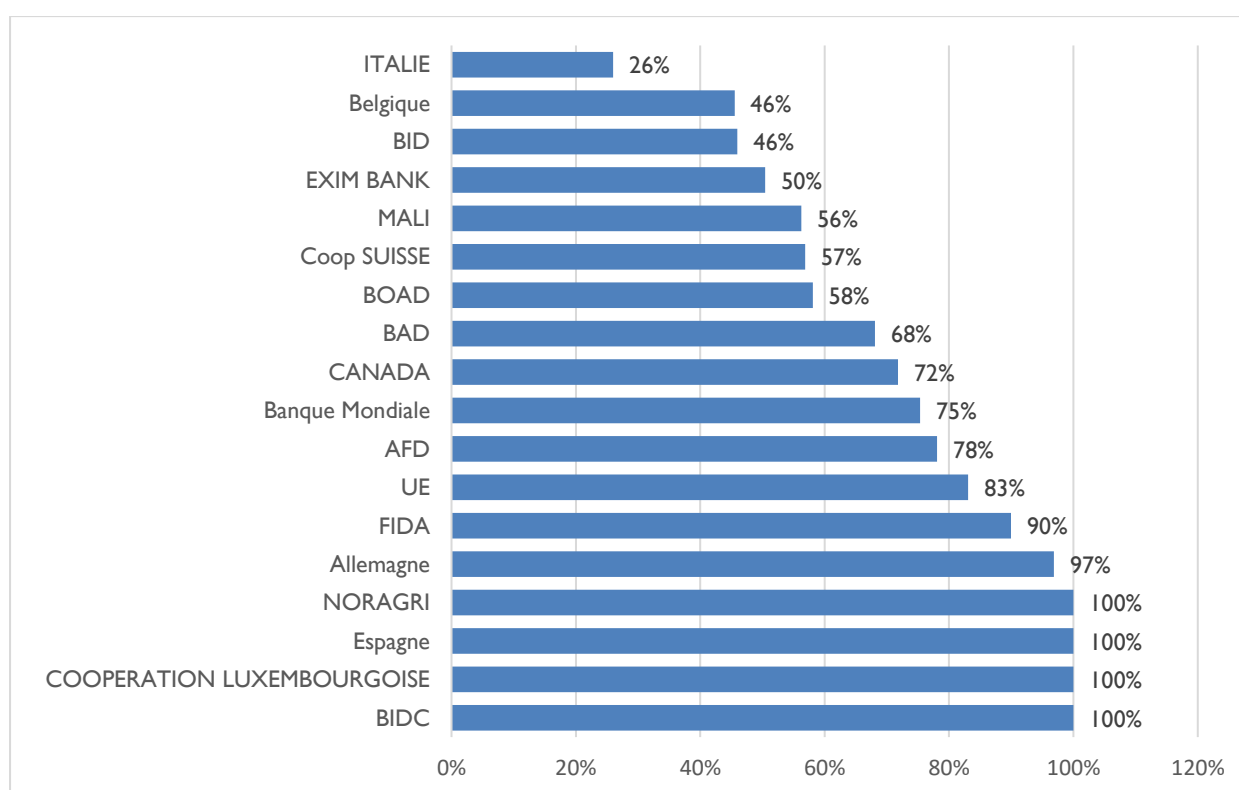
Tableau I I : Situation de décaissement par type de projets.

Type de projets	Acquis annuel	Décaissement annuel	Taux de décaissement	Part de décaissement dans le global
Souveraineté	25 079 504 498	14 722 941 438	58,71%	23%
Mixte Mali	8 922 788 412	4 405 505 039	49,37%	7%
Mixte PTF	68 752 864 191	45 505 000 589	66,19%	72%
Extérieur	4 625 452 015	3 044 389 279	65,82%	5%
Global	98 457 820 704	63 272 331 306	64,26%	100%

Source : données P/P 2022.

Le tableau II montre le niveau de décaissement par type de projets. On constate que les projets mixtes PTF (projets à contrepartie) sont les principaux donateurs avec près de **72%** du décaissement global suivis des projets de souveraineté (projets exclusivement financés par l'Etat) avec **23%**. Quant aux partenaires exclusivement extérieurs, ils sont à 5% de décaissement dans le global.

Graphique 3: Taux de décaissement 2022 des bailleurs extérieurs.



Les bailleurs dont les financements prévus ont été totalement mobilisés sont : la BIDC, le Luxembourg, l'Espagne et NORAGRI avec 100% de taux de décaissement. L'Allemagne, Le FIDA, L'union européenne, La Banque Mondiale et le Canada ont tous un taux de décaissement supérieur à 70%. Ceux dont les financements prévus ont été mobilisés à moins de 50% sont la BID, la Belgique et l'Italie.

7. Contraintes et propositions de solutions

7.1. Contraintes

Les contraintes à la bonne réalisation de la revue se résument comme suit :

- Insuffisances de ressources allouées à la CPS/SDR pour réaliser la revue des projets et programmes ;
- Retard dans l'ouverture des crédits ;
- Difficultés dans la mobilisation des fonds pour la revue;
- Insuffisance des crédits octroyés et notifiés pour le financement des activités programmées
- Insécurité dans les zones d'intervention de certains projets/programmes
- Lourdeur des processus de passation de marchés ;
- Retard dans l'exécution de certains travaux ;
- Mauvaise qualité des études et de certaines infrastructures.

7.2. Propositions de solutions

Les mesures proposées pour régler les problèmes cités sont les suivants :

- Diligenter la mobilisation des ressources notifiées (ouverture des crédits) ;
- Diligenter le processus des décaissements des fonds ;
- Recrutement du personnel en nombre et en qualité ;
- Renforcer le suivi ;
- Equiper les unités de gestion des projets en fonctionnement, moyens logistiques ;
- Suivi rapproché des dossiers (Email, des coups de fil) ;
- Raccourcir le temps d’approbation des dossiers ;
- Appliquer de façon rigoureuse les critères de sélection des prestataires ;
- Associer les collectivités, les leaders communautaires et les prestataires locaux afin de dégager une stratégie facilitant un meilleur accès aux sites ;
- Renforcer les capacités de la CPS/SDR pour assurer un suivi plus régulier des projets ;
- Poursuivre les rencontres des projets/programmes initiées par la CPS/SDR ;
- Renouveler le portefeuille des projets/programmes (Formuler des nouveaux projets/programmes) au regard des énormes besoins du Secteur ;
- Procéder au recensement des projets/programmes non répertoriés à la CPS.

8. Annexe :

Annexe I : Liste des projets et programmes du SDR.

N°	Projet	Budget prévu (FCFA)	Montant décaissé (FCFA)	Taux de décaissement (%)
1	6ème CONTRAT PLAN ETAT-OFFICE DU NIGER-EXPLOITANTS AGRICOLES	14 480 535 249	9 276 848 824	64,06%
2	8ème CONTRAT PLAN-ETAT-OFFICE RIZ MOPTI-PRODUCTEURS (ORM)	1 119 201 070	707 395 218	63,21%
3	ADAPTATION AGRICULTURE ET ELEVAGE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES	760 166 976	736 166 976	96,84%
4	APPUI A L'ENQUETE AGRICOLE DE CONJONCTURE (EAC)	500 000 000	206 875 385	41,38%
5	APPUI A LA CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE	150 000 000	32 361 000	21,57%
6	APPUI AU RENFORCEMENT DE L'ELEVAGE ET DE L'ECONOMIE PASTORALE DANS LA REGION DE KOULIKORO (AREPK)	2 142 344 041	696 294 824	32,50%
7	CENTRE NATIONAL DE L'INSEMINATION ARTIFICIELLE ANIMALE (CNIA)	400 000 000	119 505 100	29,88%
8	CONTRAT PLAN ETAT AGENCE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL (ADRS) - EXPLOITANTS AGRICOLES	217 618 597	216 929 387	99,68%
9	CONTRAT PLAN ETAT-OFFICE DE DEVELOPPEMENT RURAL DE SELINGUE-PRODUCTEURS (ODRS)	226 888 000	203 439 551	89,67%
10	CONTRAT PLAN ETAT-OHVN-PRODUCTEURS	805 080 368	69 295 071	8,61%
11	CONTRAT-PLAN ETAT-OPIB-PRODUCTEURS	400 020 000	231 936 629	57,98%
12	FINANCEMENT INCLUSIF DES FILIERES AGRICOLES AU MALI (PROJET INCLUSIF)	9 724 678 183	8 029 413 305	82,57%
13	INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES - IRRIGAR IIIa COMPOSANTE DE KOULIKORO	290 670 927	290 670 927	100,00%
14	INITIATIVE PRESIDENTIELLE BRIGADE VERTE POUR L'EMPLOI ET L'ENVIRONNEMENT	3 790 000 000	999 000 000	26,36%
15	INTERVENTION A « LUTTE CONTRE L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET LA MALNUTRITION DANS LES CERCLES DE NARA, BANAMBA ET KOLOKANI (LCIANK)	1 049 961 047	614 619 311	58,54%
16	IRRIGATION DE PROXIMITE-INITIATIVE DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE PAR L'IRRIGATION ET LA GESTION APPROPRIEE DES RESSOURCES (IPRO-IRRIGAR IIIa) SIKASSO	339 559 604	339 559 604	100,00%
17	OFFICE DE DEVELOPPEMENT DE LA PECHE ET DE L'ACQUACULTURE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER (ODPADIN)	128 534 735	101 662 915	79,09%
18	OFFICE POUR LA MISE EN VALEUR DU SYSTEME FAGUIBINE (OMVF)	234 500 000	71 720 610	30,58%
19	OFFICE RIZ SEGOU : 10 EME CONTRAT PLAN (ETAT/ ORS/ PRODUCTEURS)	1 564 715 000	1 151 878 000	73,62%
20	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE (PDI-BS) PHASE I	8 173 905 803	4 133 049 059	50,56%
21	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES ANIMALES ET AQUACOLES AU MALI (PDIRAAM)	7 459 000 000	2 841 000 000	38,09%
22	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT INTEGRE DE L'OFFICE RIZ MOPTI (PDI-ORM)	762 570 000	449 569 450	58,95%
23	PROGRAMME DE PROMOTION DES SYSTEMES DE CULTURE AGROECOLOGIQUES ET DE PROTECTION DES SOLS AU MALI (PAESOL)	233 385 830	233 385 830	100,00%
24	PROGRAMME DE RESILIENCE DU SYSTEME ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST - PRSA	1 045 538 151	105 339 599	10,08%
25	PROGRAMME DE SOUTIEN AU DISPOSITIF NATIONAL DE SECURITE ALIMENTAIRE (PRESA)	969 016 630	442 788 877	45,69%
26	PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE LA ZONE DE L'OFFICE DU NIGER PHASE 2 (PADON 2)	471 000 000	471 000 000	100,00%
27	PROGRAMME QUINQUENNAL D'AMENAGEMENTS AQUACOLES (PQAA 2016-2020)	100 000 000	-	0,00%
28	PROJET I DU PROGRAMME DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE AU SAHEL (P2RS)	639 932 927	39 640 000	6,19%
29	PROJET AMENAGEMENT DES TERRES /ATI	40 000 000	39 000 000	97,50%
30	PROJET APPUI AU CONTROLE ET A LA SURVEILLANCE DES EPIZOOTIES (PACE/CNESA)	150 000 000	14 870 192	9,91%
31	PROJET APPUI IRRIGATION PROXIMITE GAO ET MENAKA	3 628 056 476	3 428 056 366	94,49%
32	PROJET D'APPUI A LA CONSERVATION ET A LA DIFFUSION DU BETAIL RUMINANT ENDEMIQUE ZONE SUD DU MALI (PACB-BRE)	29 535 093	29 535 093	100,00%

N°	Projet	Budget prévu (FCFA)	Montant décaissé (FCFA)	Taux de décaissement (%)
33	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DU PERIMETRE DE BAGUINEDA	2 000 000 000	1 034 749 800	51,74%
34	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DE SOKEI (PADER-SI)	1 034 471 145	758 425 000	73,32%
35	PROJET D'EXTENSION DES AMENAGEMENTS DE 138 HECTARES DE LA PLAINE DE SAN OUEST DE 510 HA	53 925 000	53 925 000	100,00%
36	PROJET D'IRRIGATION N'DEBOUGOU IV	3 023 000 000	2 788 000 000	92,23%
37	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE L'HORTICULTURE AU MALI (PDH/Mali)	154 025 976	93 657 128	60,81%
38	PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTIVITE ET DE LA DIVERSIFICATION AGRICOLE DANS LES ZONES ARIDES DU MALI (PDAZAM)	4 932 880 825	4 932 880 825	100,00%
39	PROJET DE DEVELOPPEMENT DURABLE DES EXPLOITATIONS PASTORALES AU SAHEL MALI (PDDEPS)	1 128 093 940	1 128 093 940	100,00%
40	PROJET DE DEVELOPPEMENT ET DE VALORISATION DE LA PRODUCTION LAITIERE AU MALI (PRODEVALAIT)	255 002 774	31 143 259	12,21%
41	PROJET DE DEVELOPPEMENT INTEGRE ET DE RESILIENCE CLIMATIQUE DANS LES PLAINES DU DELTA 2 (PDIR-PD2)	1 181 016 413	482 213 952	40,83%
42	PROJET DE DEVELOPPEMENT RURAL INTEGRE DU DISTRICT DE KITA ET DE SES ENVIRONS, PHASE 2 (PDRIK II)	140 000 000	6 324 000	4,52%
43	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE A L'INSECURITE ALIMENTAIRE AU MALI (PRIA-MALI)	54 000 000	54 000 000	100,00%
44	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DANS LA REGION DE KOULIKORO (PRESAN-KL)	200 000 000	13 000 000	6,50%
45	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE PAR LE DEVELOPPEMENT DES CULTURES IRRIGUEES (PRESA/DCI)	500 000 000	23 930 000	4,79%
46	PROJET D'AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE AGRICOLE DES PETITS EXPLOITANTS POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE (SAPEP)	599 237 285	566 594 620	94,55%
47	PROJET D'AMENAGEMENT DE PROXIMITE POUR LE RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES FACE AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES. (PARPR2C3) : PNPBBF PHASEII	15 000 000	14 950 000	99,67%
48	PROJET D'AMENAGEMENT HYDRO AGRICOLE DU CASIER DE MOLODO	1 096 600 000	254 000 000	23,16%
49	PROJET D'APPUI A LA FILIERE HALIEUTIQUE (PAFHA)	2 259 555 279	1 618 691 095	71,64%
50	PROJET D'APPUI A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION DANS LE SAHEL AU MALI (PAIS)	43 128 054	43 128 054	100,00%
51	PROJET D'APPUI A L'IRRIGATION DE PROXIMITE DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER (IPRO-DI) / PROGRAMME MALI-NORD	1 850 000 000	1 850 000 000	100,00%
52	PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DE L'ELEVAGE AU MALI (PADEL-M)	4 664 816 936	4 664 816 936	100,00%
53	PROJET D'APPUI REGIONAL A L'INITIATIVE POUR L'IRRIGATION AU SAHEL (PARIIS MALI)	3 900 473 000	2 687 604 979	68,90%
54	PROJET MULTI ENERGIES POUR LA RESILIENCE ET LA GESTION INTEGREE DES TERROIRS (MERIT)	990 333 970	962 633 970	97,20%
55	PROJET REGIONAL D'APPUI AU PASTORALISME AU SAHEL II (PRAPSII-MALI)	5 484 501 400	2 710 761 645	49,43%
56	PROMOTION DU FINANCEMENT AGRICOLE AU MALI (AGROFINANCE)	176 000 000	176 000 000	100,00%
57	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE 250 HA DE LA PLAINE DE TOGOBERE	695 344 000	-	0,00%
58	APPUIS CIBLES POUR TERRES IRRIGUEES ET OPPORTUNITES POUR LA NUTRITION (ACTION)	-	-	0,00%
59	CONSTRUCTION EQUIPEMENT DFM/DRH (2019-2022)	-	-	0,00%
60	CONSTRUCTION SIEGE DE L'INSTITUT DU SAHEL	-	-	0,00%
61	CONTRAT PLAN DU LABORATOIRE CENTRAL VETERINAIRE / ETAT (3ème CP-LCV 2015-2017)	-	-	0,00%
62	NOUVEAU CONTRAT PLAN ETAT-OFFICE DE LA HAUTE VALLEE DU NIGER - PRODUCTEURS 2023-2025	-	-	0,00%
63	OFFICE DU MOYEN BANI (OMB) : 1er CONTRAT PLAN (2019-2022)	-	-	0,00%
64	PROGRAMME D'APPUI AU SOUS-SECTEUR DE L'IRRIGATION DE PROXIMITE (PASSIP)	-	-	0,00%
65	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE L'IRRIGATION DANS LE BASSIN DU BANI ET A SELINGUE (PDI BS), PHASE II	-	-	0,00%
66	PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT DE LA ZONE SPECIALE POUR LA TRANSFORMATION AGRO-INDUSTRIELLE DES REGIONS DE KOULIKORO ET PERI-URBAINE DE BAMAKO (PDZSTA-KB)	-	-	0,00%

N°	Projet	Budget prévu (FCFA)	Montant décaissé (FCFA)	Taux de décaissement (%)
67	Programme global Centre d'Innovations Vertes pour le secteur agro-alimentaire (CIV) Mali & PARIZON	-	-	0,00%
68	PROGRAMME REGIONAL DE CARTOGRAPHIE DE LA FERTILITE DES SOLS (RSFMP) DE L'AFRIQUE DE L'OUEST- REPUBLIQUE DU MALI.	-	-	0,00%
69	Projet 2 du Programme de Renforcement de la Résilience A l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Sahel (P2RS)II	-	-	0,00%
70	Projet d'Appui a la Conservation et A la Diffusion du Bétail Ruminant Endémique zone Sud Mali (PACD-BRE)	-	-	0,00%
71	PROJET D'URGENCE DE PRODUCTION ET DE SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLES (PUPSAN)	-	-	0,00%
72	PROJET D'URGENCE DE RECONSTITUTION DU STOCK DE SECURITE ALIMENTAIRE AU TITRE DE L'EXERCICE 2023	-	-	0,00%
73	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'HOTEL DU DEPARTEMENT DE L'ELEVAGE ET DE DE LA PECHE	-	-	0,00%
74	PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DNA/DNGR M AGRICULTURE	-	-	0,00%
75	PROJET DE MISE EN VALEUR DES PLAINES RIZICOLES DE TOMBOUCTOU (PMPRT)	-	-	0,00%
76	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA SECURITE ALIMENTAIRE A TRAVERS L'IRRIGATION DE PROXIMITE DANS LE KAARTA/SEFETO (PRSAIP-KS)	-	-	0,00%
77	PROJET DE SECURITE ALIMENTAIRE ET RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE (PRO SAR)	-	-	0,00%
78	PROJET D'APPUI AU RENFORCEMENT DE LA RESILIENCE DES COMMUNAUTES DE BASE (PARCB) DANS LA REGION DE KOULIKORO ET LE CERCLE DE YANFOLILA (PARCB)	-	-	0,00%
79	PROJET EXTENSION DES BUREAUX DU CNLCP	-	-	0,00%
80	PROJET PRODUCTIVITE DE L'EAU A L'OFFICE DU NIGER (PRODEAU - ON)	-	-	0,00%

Annexe2 : Contribution des donateurs par composantes du PNISA en 2022.

Donateurs	Composant 1	Composant 2	Composant 3	Composant 4	Composant 5	Total composantes
MALI	7 526 158 231	11 347 084 113	194 731 813	60 472 320	0	19 128 446 477
AFD	680 544 056	59 960 334	154 753 115	39 249 257	430 108 983	1 364 615 745
Allemagne	1 067 385 830	5 119 940 514	104 115 852	29 000 000	0	6 320 442 196
BAD	460 608 151	559 159 081	415 292 500	0	0	1 435 059 732
Banque Mondiale	6 657 590 050	4 069 151 632	3 673 597 605	429 403 566	143 661 131	14 973 403 984
Belgique	507 635 653	134 727 434	317 050 586	74 289 971	277 210 491	1 310 914 135
BID	563 369 897	1 197 667 388	1 614 000 000	14 000 000	0	3 389 037 285
BIDC	0	14 259 000	0	0	0	14 259 000
BOAD	85 585 000	3 325 609 648	116 700 000	0	0	3 527 894 648
CANADA	2 442 017 627	0	49 643 399	0	0	2 491 661 026
Coop SUISSE	266 901 499	0	0	0	175 887 378	442 788 877
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	0	53 925 000	0	0	0	53 925 000
Espagne	43 128 054	0	0	0	0	43 128 054
EXIM BANK	0	126 136 411	0	0	0	126 136 411
FIDA	4 428 928 202	912 753 970	222 321 038	0	0	5 564 003 210
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	0	0	0	0	0	0
ITALIE	0	0	980 000 000	0	0	980 000 000
NORAGRI	309 099 179	103 112 804	233 999 246	61 955 747	0	708 166 976
UE	327 598 904	563 515 701	182 161 281	32 791 572	292 381 092	1 398 448 550
Total général	25 366 550 333	27 587 003 030	8 258 366 435	741 162 433	1 319 249 075	63 272 331 306

Annexe 3 : Part de chacun des PTF dans la composante Renforcement des capacités.

PTF	Composante I	Part (%)
MALI	7 526 158 231	29,67%
AFD	680 544 056	2,68%
Allemagne	1 067 385 830	4,21%
BAD	460 608 151	1,82%
Banque Mondiale	6 657 590 050	26,25%
Belgique	507 635 653	2,00%
BID	563 369 897	2,22%
BIDC	0	0,00%
BOAD	85 585 000	0,34%
CANADA	2 442 017 627	9,63%
Coop SUISSE	266 901 499	1,05%
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	0	0,00%
Espagne	43 128 054	0,17%
EXIM BANK	0	0,00%
FIDA	4 428 928 202	17,46%
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	0	0,00%
ITALIE	0	0,00%
NORAGRI	309 099 179	1,22%
UE	327 598 904	1,29%
Total Composante I	25 366 550 333	100,00%

Annexe 4 : Part de chacun des PTF dans la composante Investissement.

PTF	Composante 2	Part (%)
MALI	11 347 084 113	41%
AFD	59 960 334	0%
Allemagne	5 119 940 514	19%
BAD	559 159 081	2%
Banque Mondiale	4 069 151 632	15%
Belgique	134 727 434	0%
BID	1 197 667 388	4%
BIDC	14 259 000	0%
BOAD	3 325 609 648	12%
CANADA	0	0%
Coop SUISSE	0	0%
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	53 925 000	0%
Espagne	0	0%
EXIM BANK	126 136 411	0%
FIDA	912 753 970	3%
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	0	0%
ITALIE	0	0%
NORAGRI	103 112 804	0%
UE	563 515 701	2%
Total Composante 2	27 587 003 030	100%

Annexe 5 : Part de chacun des PTF dans la composante Production et Compétitivité.

PTF	Composante 3	Part (%)
MALI	194 731 813	2,36%
AFD	154 753 115	1,87%
Allemagne	104 115 852	1,26%
BAD	415 292 500	5,03%
Banque Mondiale	3 673 597 605	44,48%
Belgique	317 050 586	3,84%
BID	1 614 000 000	19,54%
BIDC	0	0,00%
BOAD	116 700 000	1,41%
CANADA	49 643 399	0,60%
Coop SUISSE	0	0,00%
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	0	0,00%
Espagne	0	0,00%
EXIM BANK	0	0,00%
FIDA	222 321 038	2,69%
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	0	0,00%
ITALIE	980 000 000	11,87%
NORAGRI	233 999 246	2,83%
UE	182 161 281	2,21%
Total Composante 3	8 258 366 435	100,00%

Annexe 6 : Part de chacun des PTF dans la composante Formation-Recherche

PTF	Composante 4	Part (%)
MALI	60 472 320	8,16%
AFD	39 249 257	5,30%
Allemagne	29 000 000	3,91%
BAD	0	0,00%
Banque Mondiale	429 403 566	57,94%
Belgique	74 289 971	10,02%
BID	14 000 000	1,89%
BIDC	0	0,00%
BOAD	0	0,00%
CANADA	0	0,00%
Coop SUISSE	0	0,00%
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	0	0,00%
Espagne	0	0,00%
EXIM BANK	0	0,00%
FIDA	0	0,00%
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	0	0,00%
ITALIE	0	0,00%
NORAGRI	61 955 747	8,36%
UE	32 791 572	4,42%
Total C4	741 162 433	100,00%

Annexe 7 : Part de chacun des PTF dans la composante Sécurité Alimentaire.

PTF	Composante 5	Part (%)
MALI	0	0,00%
AFD	430 108 983	32,60%
Allemagne	0	0,00%
BAD	0	0,00%
Banque Mondiale	143 661 131	10,89%
Belgique	277 210 491	21,01%
BID	0	0,00%
BIDC	0	0,00%
BOAD	0	0,00%
CANADA	0	0,00%
Coop SUISSE	175 887 378	13,33%
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	0	0,00%
Espagne	0	0,00%
EXIM BANK	0	0,00%
FIDA	0	0,00%
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	0	0,00%
ITALIE	0	0,00%
NORAGRI	0	0,00%
UE	292 381 092	22,16%
Total Composante 5	1 319 249 075	100,00%

Annexe 8 : Taux de décaissement 2022 des partenaires.

PTF	Acquis 2022	Décaissement 2022	Taux (%)
MALI	34002292910	19128446477	56,26%
AFD	1747729949	1364615745	78,08%
Allemagne	6524442306	6320442196	96,87%
BAD	2106875252	1435059732	68,11%
Banque Mondiale	19876210312	14973403984	75,33%
Belgique	2879786499	1310914135	45,52%
BID	7371237285	3389037285	45,98%
BIDC	14259000	14259000	100,00%
BOAD	6071987803	3527894648	58,10%
CANADA	3470079290	2491661026	71,80%
Coop SUISSE	778896000	442788877	56,85%
COOPERATION LUXEMBOURGOISE	53925000	53925000	100,00%
Espagne	43128054	43128054	100,00%
EXIM BANK	250000000	126136411	50,45%
FIDA	6184778598	5564003210	89,96%
FSD (Fonds Saoudien pour le Développement)	920000000	0	0,00%
ITALIE	3771000000	980000000	25,99%
NORAGRI	708166976	708166976	100,00%
UE	1683025470	1398448550	83,09%
Total général	98 457 820 704	63 272 331 306	64,26%